

# AMÉRIQUE LATINE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : UNE RÉACTIVITÉ CONTRAINTE PAR L'ASYMÉTRIE SOCIALE ET INTERNATIONALE

Jean-Jacques Kourliandsky

12/09/2023

**À partir des résultats de l'enquête « Climat » de la Banque européenne d'investissement et de la Fondation Jean-Jaurès réalisée par BVA, Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine de la Fondation, remet dans leur contexte politique et géopolitique l'analyse de l'état des opinions publiques concernant le changement climatique dans les pays d'Amérique latine.**

*Se seco el arroyito*

*Que pasaba por mi casa*

(Il n'y a plus d'eau

Dans le ruisseau

Qui passait près de chez moi)

(Compay Segundo, chanteur cubain)

Les réponses aux questions sur le changement climatique posées à un échantillon représentatif de personnes originaires de 13 pays latino-américains par les responsables de l'enquête « Climat » sont chargées de sens. Mais elles nécessitent, pour en juger de façon pertinente, une prise en compte géographique, géo-historique, géopolitique et géo-écologique.

Les populations et les gouvernements d'« Amérique latine »<sup>1</sup> comprennent, au même titre que d'autres, la nécessité de se protéger des effets du changement climatique. Ils en ont souffert les conséquences parfois dramatiques, du Mexique à la Terre de feu. Leurs États, conscients de l'enjeu et du risque, participent, depuis la conférence de Rio en 1992, à tous les événements internationaux traitant de « gouvernance environnementale ». Le sujet est inscrit à toutes leurs rencontres intergouvernementales, de l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre

Amérique) à la CAN (Communauté andine des nations), en passant par la CELAC (Communauté des États d'Amérique latine et de la Caraïbe) et le Mercosur (Marché commun du Sud). Ils ont créé une institution particulière concernant l'Amazonie, l'OTCA (Organisation du traité de coopération amazonienne)<sup>2</sup>.

Mais d'autres préoccupations pèsent sur le quotidien et imposent leur priorité aux populations comme aux États. Le **sondage** réalisé au mois de mai 2023 est à cet égard révélateur. À la fin du premier semestre 2023, l'insécurité, la pauvreté et le chômage étaient pour les personnes interrogées les sujets dominants.

Faut-il y voir une spécificité latino-américaine, conséquence du mal-développement et de la mauvaise répartition sociale de ses fruits ? La lecture d'enquêtes effectuées sur cette question, en France, ne permet pas de valider ce jugement. Un sondage effectué fin 2022 a de façon assez similaire relégué le changement climatique derrière d'autres considérations, jugées prioritaires, relatives au quotidien, au coût de la vie en particulier<sup>3</sup>.

Les résultats, en Amérique latine comme en France, reflètent les préoccupations qui à un moment donné affectent la vie de tous les jours : l'inflation, le chômage, l'insécurité. Mais, bien qu'elles soient « communes » en Europe comme en Amérique latine, ces inquiétudes ne sont pas hiérarchisées dans le même ordre. La violence, les homicides occupent en Amérique latine la première place.

L'insécurité pour les Latino-Américains est priorisée pour des raisons objectives, qui passent avant les combats contre le changement climatique. Les taux d'homicide y sont les plus élevés de la planète<sup>4</sup>, y compris chez les protecteurs de la nature. Selon l'ONG britannique Global Witness, les trois quarts des environmentalistes tués en 2021 étaient brésiliens, colombiens, honduriens et mexicains. En Amérique latine, les défenseurs des forêts, et plus généralement de l'environnement, vivent dans un contexte criminogène qui n'est pas celui de leurs homologues européens.

Autre différence, l'Amérique latine a été colonisée par l'Europe. Les indépendances ont été conquises sur les métropoles et leurs fonctionnaires locaux, civils et militaires par les créoles « blancs » descendants des colons espagnols et portugais. La situation des populations originelles, ici appelées, en dépit des contestations terminologiques, « indiennes », est restée politiquement et socialement périphérique. Tout autant que celle des Africains, déplacés outre-Atlantique et restés en esclavage plusieurs années après les indépendances. Un « Nouveau Monde », prétendument découvert, a été inventé par les Européens, sorte d'Eden paradoxal riche en

ressources naturelles, vertes, et au sous-sol regorgeant d'argent et d'or<sup>5</sup>. La nature a depuis la « découverte » du « Nouveau Monde » été au cœur de constructions idéologiques et littéraires occidentales, contradictoires, mais convergeant toutes sur un point. L'Amérique en général, l'Amérique latine en particulier, est le territoire des possibles, utopiques ou pionniers. La nature est disponible, tout comme ses populations originaires, « bons sauvages » un jour, « sauvages » tout court un autre. Une main-d'œuvre mobilisable pour des aventures productivistes, pour la création de royaumes<sup>6</sup> ou encore, plus récemment, concrétisant les mythes révolutionnaires et religieux<sup>7</sup> de l'écologie indigéniste<sup>8</sup>. Les autochtones et afro-descendants sont aujourd'hui encore victimes de comportements discriminatoires perpétrés par les élites de l'indépendance. Ils vivent pour beaucoup dans des espaces naturels et urbains périphériques – campagnes, forêts, montagnes, « quartiers » –, qui leur sont disputés, parfois avec une grande violence.

Ces inégalités internes sont aussi celles d'une région du monde n'ayant toujours pas conquis son autonomie internationale et qui accepte difficilement les injonctions écologiques, au nom des intérêts supérieurs de l'humanité, venues du monde développé, qu'elles soient formulées par les responsables des grandes puissances économiques et militaires, par leurs multinationales agricoles et minières ou par leurs associations environnementales. Ces rappels à respecter une éthique environnementale universelle sont perçus, ainsi que l'a répété le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, comme une forme de « colonialisme vert »<sup>9</sup>.

## La violence au cœur des enjeux climatiques

Héritage, toujours actuel, d'une histoire politique et sociale, la violence est au cœur des prises de conscience climatique. Les questions environnementales et les initiatives visant à réduire l'impact du changement climatique sont, comme toutes les autres, inscrites dans un tel contexte.

La nature rappelle de façon récurrente et brutale les effets dramatiques que peut avoir le dérèglement climatique mondial. Quelques exemples parmi d'autres, en trois lieux éloignés les uns des autres : les Andes, l'Amérique latine atlantique et, à la jonction des deux océans, en Amérique centrale.

Les glaciers andins fondent. Ils déversent leurs eaux dans des lacs, avec le risque de débordements susceptibles d'emporter villes, villages et habitants. Depuis 1970, les glaciers ont perdu au Pérou, selon l'Agence nationale de l'eau, 71% de leur superficie. Cinquante lacs glaciers sont ainsi en surveillance au nord de Lima dans la Cordillère blanche. En 1970 en effet, la chute d'un flanc de montagne dans un lac a provoqué la mort de 20 000 personnes<sup>10</sup>. Côté atlantique, alors qu'un énorme aquifère a été identifié du sud du Brésil, en Argentine et au Paraguay, une sécheresse

exceptionnelle a contraint l'Uruguay, en mai 2023, à compenser un grave déficit en eau potable avec de l'eau salée. En l'absence de précipitations, les barrages alimentant Montevideo ont perdu la quasi-totalité de leurs capacités<sup>11</sup>. En Amérique centrale, entre les océans Atlantique et Pacifique, l'Autorité du Canal de Panama (ACP), faute de pluies suffisantes permettant l'alimentation du système des écluses, a depuis le 30 juillet 2023 réduit le nombre de bateaux en transit journalier de 40 à 32. Le 25 août, cette réduction a été prolongée d'une année<sup>12</sup>.

Aux violences de la nature viennent s'ajouter celles des humains. Les activités industrielles, minières, l'agriculture intensive ou encore l'élevage extensif aggravent l'impact des violences environnementales en Amérique latine. Leurs responsables – entreprises locales, transnationales occidentales et chinoises – créent des richesses au prix de graves dommages causés à l'environnement, alimentant le changement climatique.

La déforestation de l'Amazonie par des éleveurs et des agro-industriels est sans doute le mieux documenté de ces comportements prédateurs. Les faits étaient déjà signalés en 1981 par René Dumont et Marie-France Mottin<sup>13</sup>. Ce déboisement continu, avec un pic particulièrement élevé pendant la mandature du président Jair Bolsonaro (2019-2022), a permis au Brésil d'être le premier exportateur mondial de viande bovine. Par ricochet, elle a donné une impulsion à la culture du soja, dont ici encore le Brésil est devenu le premier exportateur. Ailleurs, au Brésil encore mais aussi en Colombie, en Équateur et au Pérou, le développement incontrôlé d'activités minières a généré des accidents environnementaux et un accroissement de la pollution. Le dossier pétrolier Chevron en Équateur est l'un des plus exemplaires. De 1962 à 1992, la société Texaco, rachetée par Chevron en 2003, a procédé à des rejets de déchets ayant contaminé la nappe phréatique, les cours d'eau et la santé de populations autochtones. Chevron a exploité 356 puits et déversé sans aucun traitement préalable 71 millions de litres de résidus pétroliers et 64 millions de litres de pétrole brut<sup>14</sup>.

Les faits dénoncés par les victimes de Texaco-Chevron devant les tribunaux locaux, nord-américains et internationaux depuis 1993 n'ont toujours pas donné lieu à réparation<sup>15</sup>. Les recours se sont heurtés à des complicités administratives et sociales locales, et parfois nationales, avec les pollueurs et destructeurs de forêts. La fabrication de faux documents de propriété, appelés *grilos* au Brésil, acceptés par les autorités comme valides, a permis aux pollueurs de spolier au Brésil des terres « indiennes » et des terres *quilombolas*<sup>16</sup>.

Des militants, des manifestants, ont été menacés de mort et souvent assassinés, soit par des tueurs à gages au service d'intérêts miniers ou agricoles, soit par les forces de l'ordre. Au Brésil, le 22 décembre 1988, Chico Mendes, collecteur de latex et défenseur de la forêt amazonienne, a été exécuté par un grand propriétaire terrien et l'un de ses fils. Au Brésil encore, au *quilombo* de

pêcheurs de l'île de Mahé face au port industriel de Salvador de Bahia, l'activiste afro-descendante, Eliete Paraguassu Da Conceição, a été menacée de mort en 2021 par des hommes de main au service d'entreprises polluantes. En Colombie, les milices d'extrême droite ont pendant longtemps et sous couvert de lutte contre les guérillas d'extrême gauche procédé à un « nettoyage » social et à l'accaparement de terres<sup>17</sup>. Au Pérou, 45 personnes manifestant contre des intérêts miniers sont décédées entre 2004 et 2019, victimes des forces de l'ordre ; plus particulièrement dans la région de Cajamarca, où ce fut le cas d'opposants à la mise en exploitation d'une mine d'or affectant les réserves d'eau par la Minera Yanacocha, contrôlée par la société des États-Unis Newmont Minery Corporation<sup>18</sup>. Au Honduras, le 3 mars 2016, Berta Cáceres, militante environnementale et « indienne », a été assassinée par les tueurs à gages d'une entreprise de travaux publics, DESA (Desarrollos Energéticos).

Le lien existant entre violences homicides et défense de l'environnement est si évident que la première convention interaméricaine sur le sujet porte sur cette question. La Convention d'Escazú, signée dans cette petite localité proche de San José, capitale du Costa Rica, le 4 mars 2018, et entrée en vigueur le 22 avril 2021, a pour objet principal la protection physique des militants du changement climatique<sup>19</sup>.

Ces crimes environnementaux se sont heurtés à la résistance des personnes affectées et sont à l'origine de mobilisations environnementales défensives, réactives et spontanées, plus ou moins bien assumées par des collectifs plus larges.

## Comment réduire les inégalités et protéger l'environnement ?

L'enquête a révélé une autre priorité, celle de manger, jugée moins prioritaire que l'insécurité mais plus urgente que celle du changement climatique. Deux gouvernements, ceux de la Bolivie et de l'Équateur, ont inscrit l'exigence climatique et environnementale dans leurs programmes de gouvernement, sans renoncer à leurs priorités sociales. En Équateur, la Constitution adoptée en 2008 a pour porter cette exigence « verte » repris une terminologie autochtone, traduite en « Bien Vivre » (*Buen Vivir*). La loi 71 de 2010 en Bolivie affirme défendre les droits de la « Terre Mère », sous une formulation également d'origine indienne. L'intellectuelle marxiste chilienne Marta Harnecker a résumé l'exigence d'une compatibilité environnementale et sociale de la façon suivante : « L'un des grands défis posé aux gouvernements de gauche est de mettre en pratique un modèle de développement économique qui ne repose pas sur l'exploitation indiscriminée des ressources naturelles, mais qui cherche à restaurer le métabolisme harmonieux qui doit prévaloir entre l'homme et la nature<sup>20</sup> ». Mais très vite les gouvernements se sont trouvés face à une équation impossible. Le recours au concept de développement durable n'a pas permis – ou mal – de la

résoudre. Le dilemme a été ainsi synthétisé dans une publication de la fondation du Parti des travailleurs brésilien : « Les avancées sociales de la politique du Bien Vivre ont été notables, tout comme ses contradictions. Les tensions provoquées par le développement d'activités extractivistes et développementalistes ont miné le gouvernement et été à l'origine de conflits avec les mouvements sociaux. [De fait], l'arbitrage a été néo-développementaliste<sup>21</sup> ».

Certains dirigeants ont privilégié le développement quel qu'en soit le prix écologique. Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a fait ce choix. Il a en 2021 justifié son refus de participer à la COP26 en ces termes : « Ras-le-bol de ces hypocrisies et de ces modes, le fondamental c'est de combattre les inégalités monstrueuses de ce monde [...]. Le constat, c'est qu'en même temps il y a ces sommets pour la protection de l'environnement [...], la lutte contre le changement climatique, et l'accroissement par les pays les plus puissants de la production et de l'extraction du pétrole<sup>22</sup> ». Le pétrole, au Mexique d'AMLO, compte tenu ses potentialités financières, est le moteur d'une croissance qui se veut équitable. Ses revenus ont servi à financer des investissements présentés comme générateurs de d'emplois et de richesses : une raffinerie, un aéroport, un train construit dans la forêt primaire d'une région sous-développée.

Gustavo Petro, en Colombie, a fait le pari inverse. Il a indiqué publiquement son intention de suspendre l'exploitation d'une grande mine de charbon à ciel ouvert et celle des gisements pétroliers et a fait devant la COP27 une proposition concrète, développée en dix points<sup>23</sup> : « L'humanité doit être consciente que si elle ne répond pas à l'urgence climatique, elle est condamnée à l'extinction » (point 1) ; « Le marché n'est pas l'instrument principal qui peut permettre de surmonter la crise climatique [...]. Seule le peut la planification publique et globale, multilatérale » (point 2). Cette annonce a toutefois été au fil des mois corrigée. Le gouvernement s'était engagé initialement à fermer les exploitations d'énergie fossile existantes. Puis à interdire toute exploitation minière nouvelle, et donc à maintenir en l'état, faute de ressources alternatives, les gisements de charbon et de pétrole. La presse économique colombienne a signalé le 28 août 2023 que la Colombie avait accru ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL) de 60%, triplant celles enregistrées en 2021. Le lendemain, le 29 août 2023, la découverte d'un gisement gazier dans le nord du pays par la société NG Energy était annoncée par les médias. La ministre des Mines et de l'Énergie, qui a renoncé à ses fonctions le 19 juillet 2023, a présenté dans sa lettre de démission un bilan reflétant ces ambiguïtés énergétiques croissantes. Elle y affirme avoir lancé un appel d'offres pour un projet d'énergie éolienne, mais autorisé la poursuite des prospections gazières et pétrolières.

Le président du Brésil Luiz Inácio Lula da Silva s'est engagé avec prudence sur une voie environnementale sélective. Il a publiquement déclaré que le combat contre le changement

climatique était désormais une priorité brésilienne. Il l'a dit en tant que président élu à la COP de Charm el-Cheikh et l'a réaffirmé à l'occasion de ses déplacements internationaux, après être entré en fonction. À Bruxelles le 17 juillet 2023, le sommet Union européenne-CELAC lui en a donné l'opportunité : « Le Brésil, a-t-il dit, prendra ses responsabilités. C'est un engagement assumé [...]. Nous entendons discuter avec tous les pays du monde de la préservation de la flore<sup>24</sup> ».

L'administration en charge de la protection de l'environnement, l'Ibama (Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles durables), a été renforcée<sup>25</sup> ; un coup de frein a été donné à la déforestation de l'Amazonie ; la concertation avec les pays amazoniens a été relancée ; une rencontre bilatérale avec la Colombie a été organisée le 8 juillet 2023, puis un sommet de tous les gouvernements concernés s'est tenu à Belém les 8 et 9 août 2023. Afin de densifier les échanges entre pays amazoniens, le ministère brésilien des Relations extérieures a organisé dans les locaux de son école diplomatique, du 31 juillet au 3 août 2023, un cours de « diplomatie amazonienne » à l'intention de jeunes diplomates des pays membres de l'OTCA<sup>26</sup>. Par ailleurs, les petits pollueurs, chercheurs d'or clandestins, *garimpeiros*, vecteurs d'un empoisonnement des eaux du bassin amazonien, ont été pourchassés avec des moyens militaires. Mais la nécessité de disposer de ressources budgétaires permettant de répondre aux attentes sociales a imposé la perpétuation, comme au Mexique, de l'économie pétrolière, y compris en Amazonie. Un feu vert a ainsi été donné à l'exploitation d'un gisement pétrolier dans l'embouchure du fleuve Amazone, en dépit de recommandations réservées émises par l'Ibama.

On notera les hésitations des Latino-Américains, « sondés » en situation réelle, c'est-à-dire dans le cadre d'une élection. Le 20 août 2023, les Équatoriens étaient appelés à voter pour choisir leur président, ainsi que pour se prononcer sur la suspension ou la perpétuation de l'exploitation d'un gisement pétrolier en forêt amazonienne. Yuki Pérez, candidat « indien », avait mis la défense de l'environnement au cœur de son programme mais n'a obtenu que 3,8% des suffrages exprimés. Les Équatoriens ont favorisé Luisa González, candidate la plus sociale et dont le parti, Révolution citoyenne, et l'ancien président, Rafael Correa, ont été à l'origine de la mise en exploitation du gisement Yasuni ITT visé par le référendum du 20 août 2023. Pourtant, de façon majoritaire, les électeurs ont voté le même jour pour l'option demandant la suspension de l'exploitation du gisement pétrolier Yasuni ITT. Ce gisement assure en effet 12% de la production pétrolière nationale. Luisa González a d'ores et déjà annoncé que, en cas de victoire présidentielle à l'issue du deuxième tour du 15 octobre 2023, elle ferait tout son possible pour préserver ce gisement et mettre les revenus qui en sont tirés au service du combat contre les inégalités.

## Défendre l'environnement en souveraineté

Le changement climatique interpelle tous les pays du monde. La conscience d'un défi transnational a généré des initiatives populaires et associatives exigeantes à l'égard des États du Nord comme du Sud. L'urgence d'une prise de conscience environnementale est portée par des ONG latino-américaines à l'origine de la création de lieux pour en débattre, les Forums sociaux mondiaux, initiés au Brésil en 2001.

Pourtant, en Amérique latine comme dans d'autres « Suds », on assiste à la montée en puissance de résistances fondées sur le sentiment d'un débat pipé et perpétuant la subalternité internationale de la « région ». Certes, le « Nord » a, dit-on à Bogota ou Brasília, bien diagnostiqué un mal, qui est universel, mais le traitement proposé, la transition énergétique, répond, selon un certain nombre de gouvernants latino-américains, à une double logique définie par le seul « Nord ». Elle perpétue le productivisme et la société de consommation, faisant le pari que de nouvelles sources d'énergie pourront sans problème assurer la permanence du développement consumériste et de l'économie de marché. Deux sociologues sud-américains, le Brésilien Breno Bringel et l'Argentine Maristelle Svampa, ont défendu, à ce sujet, la thèse selon laquelle les pays du G7 et leurs multinationales, sous couvert d'un combat universel contre le changement climatique, ont été les auteurs d'un tour de passe-passe. On est passé, disent-ils, du « consensus des produits de base » au « consensus de la décarbonation »<sup>27</sup>. En clair, la dynamique géopolitique et économique ainsi actualisée soutiendrait un projet extractiviste amendé de façon marginale. Le lithium est désormais extrait du sous-sol latino-américain, en lieu et place du gaz ou du pétrole. Les deux auteurs illustrent leur propos en signalant un nouveau type de conflits comme celui qui, au nord de l'Argentine, mobilise des populations indigènes déplacées par la mise en exploitation d'un gisement de lithium, minéral nécessaire aux batteries des voitures électriques.

La transition énergétique revient donc, pour les gouvernants de Colombie et du Brésil en accord avec cette analyse, à proposer un changement fictif, inscrit sans débat à l'ordre du jour des sommets sur l'environnement. Imposé au monde en développement, il est accompagné d'injonctions et de menaces de rétorsion commerciale, conduisant le Brésil à parler de « colonialisme vert »<sup>28</sup>. Le « colonialisme vert » fait l'objet de critiques portant sur son agenda biaisé au détriment des pays latino-américains, comme sur le fait qu'il prolongerait, sous un couvert éthique, une relation inégale.

Les pays du Mercosur par exemple reprochent ainsi à ceux de l'Union européenne de « verdir » leur protectionnisme agricole, pour reporter aux calendes grecques la ratification de l'accord de libre-échange entre les deux ensembles. On notera qu'au-delà de la défense de l'environnement et de la



lutte contre le changement climatique, les pays du Mercosur centrent leurs critiques sur la mauvaise foi commerciale des partenaires européens. Au Mexique, dans le même ordre d'idées, le président AMLO a rejeté l'argumentation écologique présentée le 2 septembre 2022 par John Kerry, émissaire pour le climat du président Biden, pour contester la privatisation de la compagnie mexicaine d'électricité (CFE) et celle des gisements de lithium.

Derrière des querelles présentées comme écologiques, il y a aussi le refus d'accepter les critiques venant du monde développé, considéré comme responsable historique de la crise climatique. Beaucoup de responsables latino-américains estiment que les pays émergents n'ont pas à participer de façon identique à une politique visant à corriger des erreurs dont ils ne sont pas responsables, et encore moins à accepter d'aliéner, au nom de la sauvegarde de la planète, leur souveraineté sur une partie de leur territoire considérée comme écologiquement importante. L'ancien chef de l'État équatorien, Rafael Correa, avait proposé aux pays riches de contribuer financièrement à la préservation d'un espace amazonien pour le protéger de toute exploitation pétrolière. L'Équateur renonçait à exploiter un gisement prometteur, à condition de recevoir des compensations financières. Cela n'ayant pas été le cas, le gisement a été mis ultérieurement en exploitation. Au Brésil, les suggestions d'internationalisation de l'Amazonie, faites au nom de l'intérêt de la planète par le président français Emmanuel Macron, se sont heurtées à une fin de non-recevoir générale au Brésil. Sous le mandat du président Bolsonaro, les forces armées brésiliennes ont actualisé les menaces pesant sur la souveraineté nationale, en ciblant la France, pays frontière en Guyane, présentée comme une menace pour la sécurité du pays<sup>29</sup>. Dès sa prise de fonction en janvier 2023, le président Lula a clairement indiqué que les questions amazoniennes relevaient des pays concernés, parties au traité OTCA. Le président brésilien n'a pas assisté à la conférence sur les forêts tropicales organisée à Libreville par la France et le Gabon, mais a invité à Belém son homologue français à un sommet de l'OTCA, ainsi que les chefs d'État des deux Congo et de l'Indonésie. Emmanuel Macron ne s'est pas rendu à Belém. Le président de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso, et celui de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, ont participé à la rencontre. Un autre rendez-vous a été pris entre les représentants des trois grands bassins forestiers mondiaux (Amazonie, Congo, Indonésie) à la fin du mois d'octobre 2023. Les pays du « Nord » souhaitant préserver l'Amazonie ont été invités à cotiser à un fonds dédié à cette cause. L'Allemagne et la Norvège en seront les grands contributeurs.

Un regard partiel, et sans doute partial, a été porté par l'auteur de cette note sur la perception latino-américaine du combat pour la défense du climat. Il a permis, en dépit de ses limites, de tirer une brève conclusion d'ordre général. Loin d'être consensuelle, la lutte contre le changement climatique suit les lignes de faille séparant riches et pauvres, puissants et périphériques, Nord et Sud. Ce combat est conflictuel et peut être accompagné, comme en Amérique latine, de violences.

Résorber les malentendus sur cette question suppose la construction de compromis prenant en compte une juste répartition des efforts, débattus et élaborés au sein d'un système international reconnaissant de façon effective l'égalité des États, garantissant donc l'écoute des gouvernements, de leurs opinions, et un accès effectif à la table des décisions.

1. Cette définition géographique est ici adoptée par commodité. L'auteur est conscient des contestations dont elle fait l'objet.
2. Mayden Solano Jimenez et Ana Milena Molina Beltrán, « La gobernanza ambiental suramericana : retos y potencialidades », dans Eduardo Pastrana Buelvas et Hubert Gehring, *Suramerica en el escenario global : gobernanza multinivel y biregionalismo*, Cali, Pontificia Universidad Javeriana-Konrad Adenauer Stiftung, 2014.
3. Enquête Ipsos-EDF, *Énergie et environnement*, « Obs'Cop 2022 » (Observatoire international climat et opinions publiques).
4. Le taux des homicides au Brésil était en 2021 de 22,3 pour 100 000 habitants, de 28,7 au Mexique, soit 47 500 personnes assassinées au Brésil et 36 579 au Mexique. Ce taux était aux États-Unis de 6,5 (soit 21 570 personnes) et en France de 1,34 (soit 734 personnes). Ces chiffres de l'UNODC (Office des Nations unies contre la drogue et le crime) sont issus de son rapport 2022.
5. Description des paysages faite dans son journal par Christophe Colomb : Christophe Colomb, *Relations de voyage*, Paris, La Découverte, 1982.
6. Par exemple pour Antoine Tounens en Patagonie et Jules Gros au nord de l'Amazonie brésilienne.
7. Jacques Galinier, Antoinette Molinier, *Les Néo-Indiens, une religion du troisième millénaire*, Paris, Odile Jacob, 2006.
8. Michaël Löwy actualise le mythe du bon sauvage de Jean Jacques Rousseau dans Michaël Löwy et Daniel Tanuro, *Luttes écologiques et sociales dans le monde, allier le vert au rouge*, Paris, Textuel, 2021, chapitre « Amérique latine, les indigènes au premier rang des luttes écosociales ».
9. En particulier le 27 août 2023 à São Tomé e Príncipe, au cours de la 14<sup>e</sup> Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des pays de langue portugaise.
10. Cet accident avait été provoqué par un tremblement de terre et peut aujourd'hui se répéter sous l'effet du réchauffement climatique.
11. Voir Sebastian Fest, « Agua racionada contra la sequía en Uruguay », *El Mundo*, 20 juin 2023.
12. Carmen Morán Brena, « El cambio climático acecha al canal de Panamá », *El País*, 18 août 2020, et *BBC Mundo*, 29 août 2023.
13. René Dumont, Marie-France Mottin, *Le mal-développement en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1981.
14. Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana, *La verdad sobre la contaminación de la Amazonia por Chevron- Texaco*, Quito, 2013.
15. Voir Hernando Calvo Espina, « Chevron pollueur, mais pas payeur », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.
16. Les *quilombos* sont des terres occupées au Brésil par les descendants de « nègres marrons ». Voir le documentaire de Marco Bechis, *La terre des hommes rouges*, 2008 ; Michaël Löwy, « Les luttes écosociales des indigènes », *Écologie et Politique*, n°46, 2013 ; Amauri Queiroz, « Cambio climático y modelo extractivista en poblaciones afrodescendientes », dans CEDET, *Impacto de la minería extractiva en el cambio climático en comunidades afrodescendientes en América Latina y el Caribe*, Lima, 2016.
17. En particulier, pour l'agro-industrie, la société Urapalma SA (Unión de Cultivadores de Palma de Aceite en el Urabá) et pour le secteur minier et énergétique les sociétés Drummond (États-Unis) et Ecopetrol (Colombie). Voir Leidy Tatiana Lizcano Rico, *Las empresas y el conflicto armado en Colombia*, Bogota, Universidad externado de Colombia, 7 août 2021, et Oscar Mauricio López, « Las empresas colombianas y extranjeras que señalo Salvatore Mancuso de promover el paramilitarismo en el país », Buenos Aires, *infobae*, 21 mai 2023.
18. Luis Enrique Perez, site Convoca Perú, <https://escuela.convoca.pe/>.

19. Intitulé exact du traité : « Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice sur les questions environnementales en Amérique latine et dans la Caraïbe ».
20. Marta Harnecker, « Respetar la naturaleza, uno de los más grandes desafíos de los gobiernos de izquierda », *Crisis ambiental, cambio climático y geopolítica*, n°7, janvier-avril 2014.
21. Pedro Bocca, Fátima Mello et Gonzalo Berrón, *EQUADOR*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, 2017.
22. Elias Camhadji, « López Obrador se lanza contra la COP26 », *El País*, 3 novembre 2021.
23. « Las diez propuestas de Petro para combatir la crisis climática », *Portafolio*, 7 novembre 2022.
24. *Veja*, 17 juillet 2023.
25. Un concours visant à recruter 257 fonctionnaires a été annoncé le 15 août 2023.
26. Ministerio das Relações Exteriores, *Nota à imprensa n°318*, 1<sup>er</sup> août 2023.
27. Breno Bringel, Maristella Svampa, « Del "Consenso de los Commodities" » al "Consenso de la Descarbonización" », *Nueva Sociedad*, n°306, juillet-août 2023.
28. Dénoncé par ailleurs, au sujet de l'Afrique, par Guillaume Blanc dans *L'invention du colonialisme vert*, Paris, Flammarion, Champs essais, Paris, 2022.
29. Jean-Jacques Kourliandsky, *Brésil et France, les intermittences d'une reprise diplomatique bilatérale*, **Fondation Jean-Jaurès**, 3 juillet 2023.